ASSEMBLÉE NATIONALE

12 mars 2015

BIODIVERSITÉ - (N° 2064)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 886

présenté par

M. Giraud, M. Chalus, M. Charasse, M. Claireaux, Mme Dubié, M. Falorni, M. Giacobbi,
Mme Hobert, M. Krabal, M. Jérôme Lambert, M. Maggi, M. Moignard, Mme Orliac, M. Robert,
M. Saint-André, M. Schwartzenberg et M. Turret

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 63, insérer l'article suivant:**

L'article L. 2131-2 du code général de la propriété des personnes publiques est ainsi modifié :

1° À la fin du deuxième alinéa, les mots « et des piétons » sont remplacés par les mots : « des piétons, des cyclistes et des cavaliers » ;

2° Au troisième alinéa, les mots : « ou des piétons » sont remplacés par les mots : « , des piétons, des cyclistes ou des cavaliers » ;

3° Au sixième alinéa, les mots : « et les piétons » sont remplacés par les mots : « les piétons, les cyclistes ou les cavaliers ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La découverte environnementale des espaces riverains de cours d'eau s'effectue de façon générale dans le cadre d'activités de promenade et de randonnée qui, au-delà de la modalité piétonne utilise aussi les modalités cyclables et équestres.

La servitude de marchepied riveraine des cours d'eau domaniaux bénéficie actuellement aux pêcheurs et aux autres piétons.

L'emprise de cette servitude correspond très concrètement, à un chemin matérialisé en berge.

L'amendement ici proposé a pour objet de favoriser, à l'opposé des activités motorisées, les différentes modalités de mobilité douce, propices à la découverte des cours d'eau et plans d'eau, et à leur biodiversité, en permettant l'utilisation de l'emprise de cette servitude pour la pratique cyclable et cavalière.